



MOISSON
OUTAOUAIS
LA BANQUE ALIMENTAIRE RÉGIONALE



Plan stratégique 2019-2024

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU PRÉSIDENT	4
MISE EN CONTEXTE.....	5
PRÉSENTATION DE MOISSON OUTAOUAIS.....	6
PROCESSUS CONSULTATIF.....	6
NOUVEAUX ÉNONCÉS DE MISSION, VISION, VALEURS.....	7

ENJEUX, ORIENTATIONS, AXES D'INTERVENTION, OBJECTIFS

- **PREMIER ENJEU.....**8
Une aide alimentaire de qualité et en quantité suffisante
- **DEUXIÈME ENJEU.....**10
Optimisation et accroissement des capacités
- **TROISIÈME ENJEU.....**11
Consolidation de la relation de confiance et de la cohésion avec les partenaires

ANNEXE 1 - LES ORGANISMES MEMBRES....12

**ANNEXE 2 - PORTRAIT DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE EN OUTAOUAIS.....**13

ANNEXE 3 - NOTES BIBLIOGRAPHIQUES..... 22

MOT DU PRESIDENT

Dans notre communauté qui semble si prospère vivent des personnes qui ne mangent pas à leur faim ou dont la qualité de l'alimentation laisse grandement à désirer en raison d'une insécurité financière.

Chaque mois, 10 500 personnes en Outaouais utilisent des services de dépannage alimentaire. Et ce n'est que la pointe de l'iceberg puisqu'on estime que l'insécurité alimentaire fait partie chez nous du quotidien de 29 000 personnes.

Ce document présente les résultats du récent exercice de réflexion qui a mené à l'élaboration de la planification stratégique 2019-2024. Celle-ci identifie clairement les priorités d'action auxquelles l'organisme concentrera ses efforts au cours des cinq prochaines années.

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui y ont participé.

Nous invitons tous les acteurs de cette communauté, qu'il s'agisse de nos entreprises, de nos partenaires, de nos institutions gouvernementales ou des simples citoyennes et citoyens, à travailler avec Moisson Outaouais dans l'atteinte de ces objectifs.

En unissant nos efforts, il est possible de faire plus et mieux. Participons activement à faire reculer la faim en Outaouais!



Luc Bégin
Président

MISE EN CONTEXTE

Moisson Outaouais a entamé en novembre 2018 le second exercice de planification stratégique quinquennal de son histoire, couvrant la période 2019-2024.

Cet organisme, qui a vu le jour en 2006 et dont les activités de collecte et de redistribution de denrées ont véritablement débuté en 2011, a connu une intensification importante de ses activités au cours des cinq dernières années, dont pour la seule année financière 2017-2018, une augmentation de 30 % des denrées récupérées et redistribuées à ses organismes membres.

Conscient des énormes défis encore à relever afin de mieux répondre à la demande, aux besoins des organismes membres qu'il sert et en vue d'assurer la viabilité financière de Moisson Outaouais, le conseil d'administration a entrepris cette démarche de planification en consultation avec ses employés, ses membres et un certain nombre de partenaires externes.

Les activités de consultation réalisées ont contribué à identifier les forces et faiblesses de Moisson Outaouais, les principaux enjeux auxquels doit faire face l'organisation et les axes d'interventions à prioriser.

Le conseil d'administration, composé de personnes expérimentées et engagées, a élaboré ce plan stratégique largement guidé par les propositions soulevées lors des activités de consultation, ainsi que par le diagnostic interne et externe préalablement réalisé.

Ultimement, ce travail de planification stratégique aura servi à :

- revoir les énoncés de mission, de vision et de valeurs de l'organisme, et à
- doter la direction de Moisson Outaouais d'orientations claires afin de guider le travail et de mobiliser ses membres et ses employés autour d'un projet et d'objectifs communs.

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à cet exercice sous l'accompagnement de M^{me} Marilou Prud'homme, une consultante de la région qui connaît bien les organismes locaux ainsi que Moisson Outaouais pour avoir contribué à plusieurs de ses projets au cours des dernières années.

PRÉSENTATION DE MOISSON OUTAOUAIS

En tant que banque alimentaire régionale, Moisson Outaouais tient un rôle de premier plan dans la lutte contre la faim en récupérant et en redistribuant à ses 41 organismes membres un grand volume de denrées destinées à l'aide alimentaire. (Voir la liste des membres en annexe)

Situés dans la grande ville de Gatineau ainsi que l'ensemble du territoire de l'Outaouais, du Pontiac jusqu'à la Petite-Nation en passant par la Haute-Gatineau, plusieurs de ces organismes affiliés dépendent entièrement ou en très grande partie de Moisson Outaouais pour leur approvisionnement.

Ce statut de banque alimentaire régionale confère à Moisson Outaouais un accès privilégié à d'importants systèmes de partage en denrées alimentaires provenant de Banques alimentaires Canada et de Banques alimentaires du Québec.

De plus, Moisson Outaouais travaille à développer des partenariats de grande envergure avec des entreprises agroalimentaires et s'associe au monde corporatif de la région afin de recueillir denrées, dons et commandites. L'organisme compte également sur la généreuse aide de bénévoles et sur les dons de la population.

PROCESSUS CONSULTATIF

Entrevues individuelles

Des entrevues semi-dirigées ont été réalisées avec des partenaires internes, des partenaires externes et des donateurs.

Journée de consultation avec les employés

Une demi-journée de consultation stratégique a eu lieu le 15 janvier avec les employés de Moisson Outaouais.

Journée de consultation avec les membres

Le 17 janvier 2019, les organismes membres de Moisson Outaouais ont été conviés à une demi-journée de consultation stratégique.

Ces activités de consultation auront servi à recueillir les avis de divers partenaires quant aux orientations et aux actions à prioriser et auront permis d'alimenter la réflexion des membres du conseil d'administration responsables d'élaborer la planification stratégique.

NOUVEAUX ÉNONCÉS DE MISSION, VISION, VALEURS

La mission

Soutenir ses organismes membres et les partenaires de la région afin d'assurer la sécurité alimentaire des personnes vivant des conditions socio-économiques difficiles.

La vision

En tant que chef de file de la sécurité alimentaire, Moisson Outaouais a pour vision que tout le monde puisse manger à sa faim en Outaouais.

Les valeurs

Écoute et collaboration – Ouverture proactive à l'endroit des partenaires et des occasions de partenariats.

Solidarité – Aide mutuelle et actions en commun avec les partenaires axées sur la sécurité alimentaire. Valorisation de l'engagement citoyen.

Respect – Considération et égards à l'endroit des bénévoles, des donateurs, des employés, des organismes associés, des partenaires et des utilisateurs.

Honnêteté, intégrité et transparence – Culture de probité et clarté dans la gestion des activités et des ressources.

Dignité – Reconnaissance de la capacité de l'être humain de se prendre en charge.

Justice sociale et partage – Partenaire d'une meilleure redistribution des ressources alimentaires pour une société plus équitable.

ENJEUX, ORIENTATIONS, AXES D'INTERVENTION ET OBJECTIFS

Moisson Outaouais retient de l'analyse de son environnement et des avis émis lors du processus de consultation stratégique les trois grands enjeux suivants pour le présent plan stratégique quinquennal :

1. Une aide alimentaire de qualité et en quantité suffisante
2. L'optimisation et l'accroissement des capacités
3. La consolidation de la relation de confiance et de la cohésion avec les partenaires

Elle s'est également fixé 23 objectifs, regroupés en 3 orientations stratégiques. Chacun des objectifs est accompagné de cibles à atteindre.

ENJEU 1

Une aide alimentaire de qualité et en quantité suffisante

ORIENTATION 1

Mieux répondre aux besoins des organismes partenaires et des personnes en situation d'insécurité alimentaire

Malgré des progrès marqués dans la quantité et la variété des denrées redistribuées au cours des dernières années, Moisson Outaouais doit continuer à travailler à accroître ses sources d'approvisionnement afin d'améliorer son offre alimentaire dans certaines catégories de produits, entre autres en ce qui a trait aux denrées périssables.

La connaissance de l'étendue des besoins sur le territoire de même qu'un partage de ressources et d'expertise avec et entre les organismes associés sont également des conditions essentielles afin de faire reculer la faim partout sur le territoire.

Axe d'intervention 1.1

Collecte et approvisionnement suffisant et adéquat

Objectif 1.1.1

Intensifier les activités de démarchage auprès des acteurs locaux de l'industrie de l'alimentation (agriculteurs, transformateurs, distributeurs, commerces de détail) dans le but de développer des partenariats pour la collecte des denrées périssables et non périssables

Objectif 1.1.2

Intensifier les activités d'approvisionnement de denrées en prévision des périodes de pénuries

Objectif 1.1.3

Intensifier les activités d'approvisionnement de denrées dans les catégories non comblées, ou encore pallier à ces carences par des achats (entre autres les denrées fraîches et à forte valeur nutritionnelle)

Objectif 1.1.4

Mettre en place une structure ou des outils permettant d'assurer une plus grande longévité des denrées périssables et des débouchés pour les denrées en surplus (cuisine de transformation alimentaire)

Axe d'intervention 1.2

Un réseau de distribution qui répond aux besoins des organismes membres et des personnes

Objectif 1.2.1

Revoir avec les organismes membres les processus et les outils afin de mieux répondre à leurs besoins et aux demandes croissantes des bénéficiaires

Objectif 1.2.2

Diffuser de l'information et offrir des formations aux organismes membres sur les normes, la réglementation et les pratiques exemplaires en matière de gestion de l'aide alimentaire

Objectif 1.2.3

Élargir le réseau de distribution sur le territoire par l'admission d'un plus grand nombre de membres partenaires

Axe d'intervention 1.3

Une structure logistique en cas de sinistre

Objectif 1.3.1

Signer une entente avec la Ville de Gatineau

Objectif 1.3.2

Planifier en concertation avec les partenaires et développer la capacité pour agir en concertation en cas de sinistre

Axe d'intervention 1.4

Veille stratégique – Connaissance des besoins sur le territoire

Objectif 1.4.1

Approfondir la connaissance de l'étendue et de la nature des besoins sur le territoire, ceux des organismes comme ceux de la population, entre autres en se renseignant auprès de sources externes détenant de l'information

ENJEU 2

Optimisation et accroissement des capacités

ORIENTATION 2

Une gestion de qualité pour assurer une croissance durable

Face à des ressources limitées, Moisson Outaouais se doit de placer efficacité et efficacité au centre de ses activités.

Elle doit pouvoir s'appuyer sur des équipes motivées, dont l'expertise lui permet de viser une gestion axée sur les résultats.

En parallèle, elle doit chercher à accroître les ressources financières dont elle dispose.

Axe d'intervention 2.1

Les personnes au service de l'organisation sont en mesure de relever les défis de la croissance

Objectif 2.1.1

S'assurer qu'il y a une adéquation entre les besoins opérationnels de l'organisation et les ressources humaines

Objectif 2.1.2

Outiller le personnel dans une perspective d'amélioration continue des compétences

Objectif 2.1.3

Avoir en place un CA compétent et formé

Objectif 2.1.4

S'assurer d'une adéquation entre les besoins de l'organisation et la capacité des bénévoles à y répondre par :

- l'identification de façons innovantes de recruter les bénévoles
- la formation des bénévoles
- la diversification des compétences de nos bénévoles et des tâches réalisées par ceux-ci.

Axe d'intervention 2.2

Assurer la viabilité financière de l'organisation

Objectif 2.2.1

Développer de nouveaux partenariats avec des entreprises et des donateurs particuliers

Objectif 2.2.2

Fidéliser les partenaires (donateurs, corporatifs, individus)

Objectif 2.2.3

Explorer de nouvelles sources de financement

Axe d'intervention 2.3

Des outils de travail et des équipements adéquats pour accroître l'efficacité et faire face à la croissance

Objectif 2.3.1

Évaluer les besoins en équipement et en outils de travail à moyen et long terme, et assurer le financement et l'implantation des équipements identifiés comme prioritaires

ENJEU 3

Consolidation de la relation de confiance et de la cohésion avec les partenaires

ORIENTATION 3

Des communications soutenues et efficaces

Moisson Outaouais et ses membres sont des alliés indissociables dans la lutte contre la faim en Outaouais.

C'est en travaillant main dans la main qu'ensemble, il est possible d'espérer répondre aux besoins d'une population qui ne mange pas à sa faim.

L'écoute, la communication et la collaboration doivent être au cœur de la relation entre Moisson Outaouais et ses 41 organismes associés.

Mais combattre effectivement la faim, c'est aussi s'attaquer directement à la source du problème : le manque de ressources financières afin de faire reculer la pauvreté et la faim.

C'est pourquoi Moisson Outaouais compte faire entendre sa voix avec celles de tous les autres intervenants du milieu afin de sensibiliser les instances gouvernementales, les entreprises et le grand public à s'unir pour une société plus juste.

Axe d'intervention 3.1

Services de qualité aux membres

Objectif 3.1.1

Soutenir une culture de services de qualité afin d'ajuster les services et les façons de faire, de manière à répondre aux besoins exprimés ou identifiés par les organismes membres et les bénéficiaires

Axe d'intervention 3.2

Soutien aux initiatives en sécurité alimentaire

Objectif 3.2.1

Maintenir une communication continue et un esprit de collaboration avec les principaux intervenants en sécurité alimentaire, entre autres lors de revendications régionales auprès des instances gouvernementales

Axe d'intervention 3.3

Systematisation de la communication avec les partenaires, les membres et le grand public

Objectif 3.3.1

Consulter les membres sur les enjeux qui leur importent

Objectif 3.3.2

S'adapter aux outils de communication utilisés par les membres afin de permettre une communication multidirectionnelle efficace

Objectif 3.3.3

Multiplier les occasions de communication et de visibilité auprès des partenaires et du grand public

ANNEXE 1

LES ORGANISMES MEMBRES

De 1000 à 9999 repas servis par année

AutonHomme Pontiac
Centre d'entraide des aînés de Buckingham
Le Dépanneur Sylvestre
Grands Frères Grandes Sœurs de l'Outaouais
Halte-Femme Haute-Gatineau
La Mie du partage
L'Amicale des personnes handicapées physiques
de l'Outaouais
Les Enfants de l'Espoir de Hull
Maison de la famille de la Vallée de la Gatineau
Maison des Oliviers B.R.A.S.
Popote roulante d'Aylmer
Conférence de St-Vincent-de-Paul, St-Jean Bosco
Soupe populaire St-François de Sales
Soupière de l'Amitié de Gatineau

De 10 000 à 19 999 repas servis par année

Adojeune
Centre d'animation familiale
Centre Mechtilde
Itinérance zéro
L'Autre Chez Soi
Dépannage Ste-Maria-Goretti

De 20 000 à 29 999 repas servis par année

Avenue des Jeunes
Maison de la famille de la Petite Nation
Famille Secours – Paroisse Ste-Rose de Lima
Le Grenier des Collines
Maison d'hébergement Pour Elles des Deux Vallées
Maison Unies-Vers-Femmes
Dépannage St-Jean-Marie Vianney

De 30 000 à 39 999 repas servis par année

Centre d'aide 24/7

De 50 000 à 59 999 repas servis par année

La Mie de l'entraide
Banque alimentaire de la Petite-Nation
Le Gîte Ami
Mon Chez Nous inc.
Vallée Jeunesse
Entraide de la Vallée

De 60 000 à 69 999 repas servis par année

Dépannage St-René-Goupil
Arche Agapè

De 80 000 à 89 999 repas servis par année

Conférence St-Vincent de Paul Notre-Dame de
l'Eau Vive
Soupe Populaire de Hull

100 000 repas et plus servis par année

Bouffe Pontiac
Centre alimentaire Aylmer
La Manne de l'île

ANNEXE 2

PORTRAIT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN OUTAOUAIS

Si l'on se fie à l'indice de développement économique¹, l'Outaouais serait une région privilégiée. Selon l'Institut de la statistique du Québec, la région serait en avance par rapport à l'ensemble du Québec, avec un revenu médian après impôt des familles comptant un couple de 75 340 \$ en 2014, comparativement à 68 570 \$ pour l'ensemble du Québec. Le revenu médian parmi les couples serait encore supérieur dans les MRC de Gatineau (78 360 \$) et des Collines-de-l'Outaouais (86 110 \$).²

Ce contexte économique favorable cache cependant une toute autre réalité. Car ici aussi, des individus sont en situation d'insécurité alimentaire.

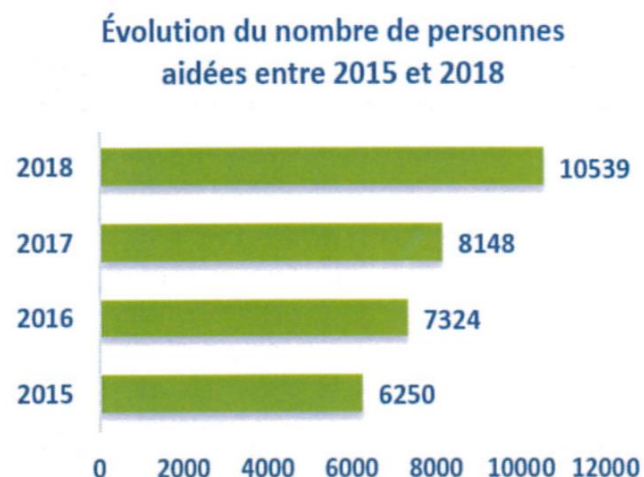
La proportion des familles à faible revenu était de 8 % dans la région de l'Outaouais en 2014, ce qui n'est pas bien loin derrière la moyenne de l'ensemble du Québec, à 8,2 %.

Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, le pourcentage de personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée et grave en Outaouais serait d'environ 7 %, soit près de 29 000 personnes, dont 19 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée et 10 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire grave.³

Si dans les ménages à faible revenu plus particulièrement, le pourcentage d'insécurité alimentaire modérée et grave atteint près de 25 %, la classe moyenne est également affectée. En effet, de plus en plus de ménages issus de la classe moyenne font appel eux aussi aux banques alimentaires.

Il est vrai que la crise financière a durement frappé la région. Ses effets continuent de se faire sentir. De 2008 à 2017, les demandes d'aide alimentaire ont augmenté de 25 % en Outaouais.⁴

Encore maintenant, des hausses importantes des demandes mensuelles d'aide alimentaire sont constatées. De 6250 en 2015, elles sont passées à 10 539 en 2018⁵, soit une augmentation de plus de 30 % en l'espace de ces quatre années.



Au-delà de ces chiffres, il y a également toutes ces personnes qui n'osent demander de l'aide, mais qui vivent malgré tout en situation de précarité alimentaire.

En effet, « certaines recherches signalent qu'une grande partie des ménages canadiens vivant en situation d'insécurité alimentaire n'utilisent pas les services d'aide alimentaire conventionnels. En fait, au Canada, parmi les 1 592 410 ménages en situation d'insécurité alimentaire, seulement 349 842 utilisent les services d'aide comme les banques alimentaires. »⁶

À l'échelle du pays, moins du quart des personnes touchées par l'insécurité alimentaire recourraient donc à de l'aide, un pourcentage qui, en Outaouais, est en croissance puisqu'il est passé au tiers d'entre elles en 2018.⁷

QU'EST-CE QUE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE?

L'insécurité alimentaire est définie comme une situation où « la disponibilité d'aliments sains et nutritionnellement adéquats, (et) où la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables, est limitée ou incertaine ». ⁸

Trois catégories d'insécurité alimentaire seraient distinguées par les chercheurs⁹ :

- grave, quand on retrouve des signes de réduction de l'apport alimentaire et de perturbation des habitudes alimentaires comme des repas sautés, une consommation réduite d'aliments

et, à l'extrême, la privation de repas pendant une journée complète ou plus;

- modérée, quand la qualité ou la quantité des aliments consommés est compromise à cause du manque d'argent;
- marginale, quand les personnes en situation d'insécurité alimentaire ont des craintes ou des obstacles pour accéder à des aliments en raison du revenu.¹⁰

Comme le souligne la Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais dans la Carte communautaire de la faim, « d'autres définitions de la sécurité alimentaire tiennent compte aussi de la « dimension nutritionnelle » des aliments. Cette dimension reflète le besoin de retrouver deux qualités : la sécurité et la qualité nutritionnelle des aliments. Enfin, la « dimension culturelle » de la sécurité alimentaire semble être cruciale lorsqu'il s'agit des populations autochtones et immigrantes. »¹¹

QUI SONT CES PERSONNES TOUCHÉES PAR LA FAIM?

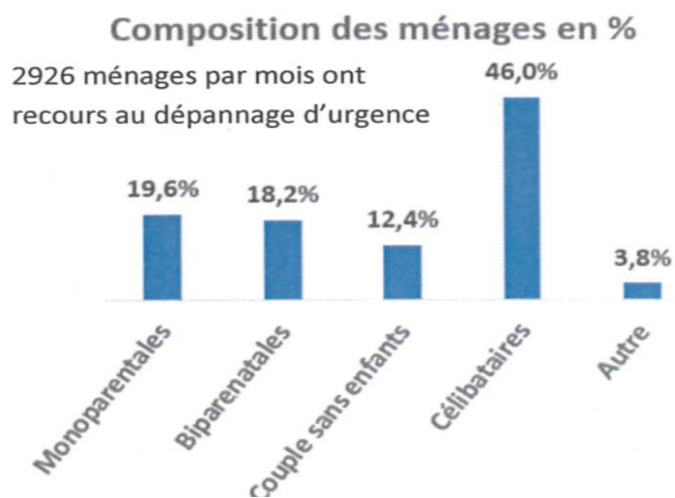
Le pourcentage d'insécurité alimentaire modérée et grave varie dans la population selon certaines caractéristiques sociodémographiques.

Personnes âgées

Parmi les demandeurs d'aide, 8 % étaient des personnes recevant une pension de vieillesse en 2018 et leur nombre serait en progression constante d'année en année.¹²

Ce sont souvent des personnes vivant seules, les personnes regroupées dans la catégorie « célibataires » constituant un segment important des personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Mais il ne faudrait pas croire que le phénomène en est un de personnes seules, au contraire, car 42 % des demandes de dépannage alimentaire proviennent de familles avec enfants.



Enfants

L'insécurité alimentaire affecterait 3900 enfants de 11 ans et moins en Outaouais, soit près de 37 % des bénéficiaires de l'aide alimentaire dans la région.

Ils seraient proportionnellement plus nombreux dans l'ensemble de la population à souffrir d'insécurité alimentaire, puisque 10 % des

personnes de 11 ans et moins sont touchées, comparativement à 7 % des personnes de 12 ans et plus.

Nouveaux arrivants

La population de l'Outaouais est de plus en plus diversifiée. À Gatineau, 11 % de la population est d'origine immigrante.

Nombre de ces personnes installées depuis peu dans la région peinent à trouver un premier emploi. « Avec des taux de scolarisation largement plus élevés que la moyenne des Québécois d'origine, les immigrants affichent des taux de chômage de deux à trois fois plus élevés. », selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).¹³

Parmi les obstacles qui viendraient principalement réduire leur accès à des denrées de qualité ont été relevés : le niveau des revenus, les préférences alimentaires, les barrières linguistiques, mais aussi les coûts de transport et un temps limité pour faire l'épicerie en raison de leurs conditions de travail.¹⁴

De toutes les demandes d'aide adressées aux organismes en Outaouais, celles provenant de personnes immigrantes ou réfugiées représentent 12 %, un chiffre qui progresse annuellement. Ce défi n'existe pas uniquement chez nous. À l'échelle du Québec, la proportion des immigrants ayant recours à l'aide alimentaire a fait un bon de 6 % entre 2016 et 2017 et se situait en 2018 à 11 %¹⁵.

Autochtones

Parmi les autres groupes dans la population les plus susceptibles de vivre en situation de précarité alimentaire se trouvent les personnes autochtones et les Inuits. « Les données recueillies lors de la dernière phase de L'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations du Québec nous révèlent que près de 25 % des Premières Nations du Québec sont confrontées de façon modérée ou importante au problème de l'insécurité alimentaire. »¹⁶ Si l'insécurité alimentaire s'accroît dans les régions plus isolées, elle est également présente chez ceux et celles qui résident dans les grands centres, tel Gatineau.

Femmes

Le risque d'être pauvre a toujours été plus élevé chez les femmes au Québec, où 16 % des emplois occupés par des femmes sont à temps partiel, alors que ce pourcentage n'est que de 6 % chez les hommes.¹⁷

« Ce risque est plus élevé pour certains groupes de femmes notamment les responsables d'une famille monoparentale, les femmes seules et âgées, les femmes autochtones, les femmes handicapées, celles qui appartiennent à une minorité visible, les femmes immigrantes d'arrivée récente, les travailleuses moins instruites ou les salariées des secteurs manufacturiers frappés par les restructurations économiques. (...) La pauvreté des femmes s'explique aussi du fait qu'elles effectuent encore une grande part du travail non rémunéré, qu'elles travaillent dans des secteurs d'activités moins bien payés et que leur statut d'emploi est

souvent précaire. Ainsi, au Québec, il existe encore aujourd'hui des écarts importants qui persistent entre les revenus des femmes et celui des hommes. »¹⁸

LES SOURCES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

De nombreux facteurs influent sur la sécurité alimentaire et se donner pour but de la développer est donc un objectif complexe.¹⁹ Le revenu, la hausse du coût de la vie et la conjoncture économique, la croissance des emplois précaires, le logement, le coût des aliments, le transport, la solidarité et l'entraide, tout ceci constitue des causes importantes de l'effritement de la capacité à s'alimenter adéquatement et des conditions de vie en général pour les populations vulnérables. Voici un aperçu de quelques-uns de ces déterminants de l'insécurité alimentaire.

Niveau de revenu

Les statistiques de revenu des ménages démontrent que les personnes dans le segment le plus défavorisé présentent le pourcentage le plus élevé d'insécurité alimentaire, à près de 25 %, alors que dans le cas des ménages les plus favorisés, il n'est que de 1 %.²⁰

Toutefois, le seul fait de travailler ne constitue pas toujours un facteur de protection contre l'insécurité alimentaire. De nombreux travailleurs à faible revenu sont touchés par l'insécurité alimentaire. La source du revenu demeure toutefois un élément à prendre en considération parmi les facteurs de risque, car les ménages percevant des revenus provenant de l'aide sociale sont à un plus haut

risque d'insécurité alimentaire que ceux percevant des revenus d'autres sources.²¹

La principale source de revenus des personnes aidées	
Emploi	8,4%
Assurance-emploi	1,8%
Aide sociale	60,4%
Régime d'invalidité	5,4%
Pension de vieillesse	7,9%
Prêts et bourses étudiants	3,2%
Aucun revenu	3,0%
Autre	1,1%

Niveau de scolarité

Le manque de scolarisation est souvent évoqué comme une cause de pauvreté. « Les estimations selon le niveau de scolarité montrent que les pourcentages les plus bas (d'insécurité alimentaire) sont observés parmi les personnes qui ont terminé leurs études secondaires (8 %) et parmi celles qui ont terminé leurs études postsecondaires (3,2 %). »²²

Vivre en milieu rural

L'Outaouais se caractérise par un clivage socioéconomique entre les secteurs ruraux et urbains. « En 2010, les populations résidant en partie ou en totalité dans les secteurs urbains et périurbains présentaient un revenu d'emploi moyen, avant impôt, d'environ 40 % supérieur à celles des secteurs ruraux, dont l'économie repose encore essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles et l'agriculture. »²³

Bien que les coûts du logement qui y soient moins enlevés qu'en ville, une proportion importante des personnes en âge de travailler n'a pas complété d'études secondaires, un facteur associé à la précarité alimentaire.

La MRC de la Vallée-de-la-Gatineau est celle où on retrouve le plus faible revenu disponible par habitant et, proportionnellement, où l'on trouve le plus de familles à faible revenu (14,4 %), suivie par les MRC Pontiac et Papineau.

Notons également que le prix des aliments nutritifs est, en général, plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain. La qualité et la fraîcheur des fruits et légumes y sont également généralement plus faibles. Il faut de plus noter les défis de déplacements qu'occasionne le fait de devoir s'approvisionner, l'offre en transport en commun étant particulièrement déficiente en milieu rural.

Coût du logement

Au Québec, 108 475 ménages allouaient 80 % de leur revenu au logement en 2011, soit 25 % de plus que cinq ans plus tôt. Dans la RMR de Gatineau, la hausse de personnes consacrant 80 % de leur revenu au logement a été de 56 % pendant ces cinq années, soit plus de deux fois plus importante que la moyenne québécoise.²⁴

Déserts alimentaires

Tant en milieu rural qu'en milieu urbain, on constate que la présence de « marais » ou de « déserts alimentaires » (c'est-à-dire l'absence en quantité suffisante^[1] et à proximité de commerces

d'alimentation ayant une offre alimentaire saine et nutritive) a une incidence sur la sécurité alimentaire des individus.

Situations personnelles

« Des trajectoires de vie et des événements vulnérabilisant, entre autres : les problèmes de santé chroniques, un divorce, le fait d'avoir un enfant handicapé ou d'être une mère chef de famille monoparentale, le fait d'être seul, le déracinement dû à l'immigration, un faible niveau de scolarité, avoir un travail précaire, vivre une situation d'itinérance, etc. » ainsi qu' « un réseau d'entraide faible vers lequel se tourner (et) la difficulté pour plusieurs de pouvoir compter sur leur réseau familial ou social »²⁵ sont aussi des facteurs qui peuvent plonger les personnes en situation d'insécurité alimentaire ou encore l'aggraver.^[1]

DENRÉES RÉCUPÉRÉES ET REDISTRIBUÉES : DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS, MAIS TOUJOURS INSUFFISANTS

En 2016, plus de 446 000 kg de denrées ont été amassés et redistribués aux organismes communautaires, soit 59 173 kg de plus qu'en 2014-2015. La valeur monétaire de ces denrées redistribuées dans la communauté était estimée à 2,46 millions de dollars.²⁶ Et en 2017-2018, ce nombre passait à plus de 693 000 kg, soit 31,5 % de plus que pour l'année 2016-2017.²⁷

Le Programme de récupération dans les supermarchés, maintenant établi dans 18 supermarchés de la région, a joué un rôle

important afin d'atteindre de tels chiffres. Une proportion importante de ces denrées est constituée de viandes et de produits laitiers, des aliments nutritifs et souvent trop dispendieux pour les gens en situation d'insécurité alimentaire.

L'apport des réseaux nationaux, soit Banques alimentaires Canada et Banques alimentaires du Québec, ainsi que les dons de denrées alimentaires de la population, ont totalisé 731 714 kg de denrées récupérées en 2017-2018, une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente.

Les dons en denrées alimentaires de la population et en contribution des entreprises de même que les achats effectués par Moisson Outaouais n'ont toutefois pas suffi à répondre aux demandes reçues par les organismes de redistribution.

Neuf organismes ont dit avoir manqué de denrées au cours des douze mois précédents mars 2016, bien que cela marquait une nette amélioration par rapport aux années antérieures. En effet, la proportion des organismes qui ont déclaré ne pas avoir de denrées en quantité suffisante pour répondre à la demande est passée de 73,9 % en mars 2015 à 37,5 % en mars 2016.

Malgré ces progrès, bien des besoins restent encore à être comblés, tant au niveau de la quantité que de la qualité, de la variété et des lacunes dans certaines catégories de denrées remises aux organismes d'aide et de redistribution.

DES BESOINS EN CROISSANCE QUI DÉPASSENT LES CAPACITÉS ACTUELLES DES ORGANISMES

Les organismes qui viennent en aide aux personnes en situation d'insécurité alimentaire font état depuis quelques années d'une augmentation importante des demandes d'aide alimentaire d'urgence.

Les demandes ont en effet connu une croissance de 10 à 22 % annuellement.²⁸ En 2016 en Outaouais, 23 664 repas ont été servis dans le cadre des programmes de repas et de collations, une hausse de 4267 ou 22 % comparativement à 2015. À l'échelle provinciale, cette hausse n'a été que de 5,1 %. Ce nombre atteint maintenant 31 803 repas en Outaouais, soit 39 % de plus qu'en 2015.²⁹

Malgré une plus grande accessibilité grâce à des volumes de collectes de produits alimentaires accrus, plusieurs organismes d'aide demeurent confrontés quotidiennement à un manque de denrées à distribuer aux demandeurs. La demande continue à être supérieure à l'offre, disent les gestionnaires d'organismes.³⁰

Alors que leurs sources de financement traditionnelles s'effritent, telles entre autres la participation de Centraide dont les campagnes de financement sont devenues plus ardues, les organismes réclament des ressources financières ainsi que des ressources humaines rémunérées et bénévoles supplémentaires.

ENJEUX VERSUS OPPORTUNITÉS : À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

La Table de concertation sur la faim, comme tous les organismes sur le terrain dont Moisson Outaouais, demeurent à la recherche de solutions durables dans l'espoir d'éliminer l'insécurité alimentaire en Outaouais. Diverses initiatives prennent forme et les efforts se poursuivent sur plusieurs fronts.

Poursuivre et améliorer la collecte et la redistribution de denrées

Malgré les avancées accomplies en matière de collecte et de redistribution des denrées, poursuivre l'amélioration de la qualité, de la variété, de la fraîcheur, de la valeur nutritive et la quantité des aliments recueillis et redistribués demeure un enjeu. Augmenter la fréquence des dépannages, mieux approvisionner la totalité du territoire et offrir des points de service de proximité ainsi qu'une plus grande flexibilité des horaires et un transport organisé sont également au nombre des multiples défis à relever.

Marchés citoyens ou groupes d'achat

« En s'établissant dans des secteurs mal pourvus en fruits et légumes frais et en offrant ceux-ci à prix abordables, les marchés ambulants, citoyens et de quartier contribuent à réduire les inégalités sociales d'accès aux aliments sains entre les groupes de population mieux et moins nantis. »³¹

Réduire le gaspillage alimentaire

Réduire le gaspillage alimentaire afin d'augmenter le volume des denrées redistribuées fait partie des grands chantiers des dernières années.

« Plus de 35 millions de tonnes, soit 58 % des denrées alimentaires produites au pays, prennent le chemin des sites d'enfouissement chaque année. (...) (L') industrie alimentaire est responsable de 86 % de ces pertes. Plus précisément, les producteurs agricoles sont responsables de 24 % du gaspillage alimentaire et les transformateurs alimentaires, de 47 %. En revanche, les détaillants sont seulement responsables de 4 % des pertes. »³²

En Outaouais, l'Escouade anti-gaspillage travaille auprès des agriculteurs pour recueillir les surplus agricoles et les invendus de fruits et légumes dans les commerces d'alimentation, dans une perspective sociale et environnementale, avec entre autres du glanage, des plantations, des frigos-partage et des cuisines collectives.

L'autonomie alimentaire

Miser sur des stratégies visant à développer l'autonomie alimentaire des personnes est au cœur des discussions depuis plusieurs années.

Cuisines collectives et cours de cuisine, jardins communautaires, formations sur divers thèmes touchant l'alimentation et la santé font partie des services mis en place par plusieurs organismes d'aide de la région et ces efforts, dont les bénéfices ne peuvent se faire véritablement ressentir que dans la durée, doivent pouvoir s'intensifier.

La tendance vers la pratique de l'agriculture urbaine est également en croissance. De plus en plus, la réglementation municipale s'assouplit et l'information est mise à la disposition des citoyens afin de leur permettre de réaliser leurs propres potagers urbains à petite échelle, en bordure des résidences ou sur les balcons. Organismes à but non lucratif comme petites entreprises privées offrent divers services et formations afin de permettre la réalisation de tels projets, qu'ils soient individuels ou collectifs. En lien avec la vague zéro déchets et la réduction du transport des aliments, ces approches répondent également à des préoccupations environnementales très présentes au sein de la population.

L'accessibilité des autres services d'aide

Bien des personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficieraient d'interventions sociales et de prise en charge. Les besoins observés vont de l'augmentation de l'autonomie individuelle, de la confiance et l'estime de soi, à la responsabilisation, l'établissement de liens sociaux, la réinsertion socioprofessionnelle, l'entraide et à l'accompagnement en santé mentale.

Favoriser l'accessibilité de ce type de services, en particulier là où il y a des zones où l'offre est presque inexistante, est à souhaiter afin d'offrir l'accompagnement psychosocial qui permettra aux individus de rebondir.

Recommandations aux décideurs

Agir sur les facteurs structurels liés à l'insécurité alimentaire demeure clé dans la résolution des

problématiques liées à la faim. Qu'il s'agisse d'améliorer le revenu des individus, d'agir sur les coûts des logements, de revoir les coûts des services essentiels pour les personnes à bas revenu, de l'accès aux soins de santé et à l'éducation, de revoir la fiscalité, c'est d'abord aux décideurs qu'incombe la responsabilité d'amorcer des avancées sociales.

C'est également du politique que doit émaner une volonté d'appuyer les organismes communautaires de la faim, principaux intervenants sur le terrain, qui ont besoin d'un financement adéquat afin de pouvoir offrir leurs services à la population et assurer leur pérennité, tout en réduisant la dilapidation de leurs précieuses énergies à la recherche de sources de financement autonome.

L'IMPORTANCE DE RÉTABLIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR TOUS

Influencé par de nombreux facteurs, le développement de la sécurité alimentaire est donc complexe. Pourtant, l'insécurité alimentaire est considérée comme un déterminant de la santé.

Ses effets sur la santé mentale et physique ont été largement documentés. Elle est associée au développement de maladies chroniques telles que le diabète de type 2 et les maladies coronariennes, à la dépression et à l'idéation suicidaire. Elle a des conséquences sur l'espérance de vie au sein des populations plus vulnérables.

Chez les enfants aussi, l'insécurité alimentaire est cause de stress et nuit à leur développement, en plus d'avoir un effet négatif sur leur niveau de concentration et leur performance à l'école, ce qui ultimement vient hypothéquer leurs perspectives d'avenir.

Souvenons-nous toutefois que : « L'insécurité alimentaire comporte une dimension spatio-temporelle, ce qui veut dire que des individus et des ménages qui sont à un certain moment en sécurité alimentaire peuvent avoir connu l'insécurité alimentaire dans le passé ou vice-versa. »

Ceci signifie également que l'aide apportée permet à plusieurs d'aspirer à un avenir meilleur.

Chez les personnes immigrantes et réfugiées, par exemple, « Les études recensées signalent un recul, voire la disparition de l'insécurité alimentaire dans cette population au fil du temps. »³³

Appuyer nos concitoyens en situation d'insécurité alimentaire serait donc un moyen de mettre fin à l'insécurité alimentaire, permettant à nombre des personnes qui auront vécu une situation de précarité de rebondir... et, à titre de payeurs de taxe ou par une implication plus directe au niveau communautaire, d'aider à leur tour!

Il s'agit d'une responsabilité sociétale, communautaire et individuelle, partagée par tous, tant décideurs, intervenants que simples citoyens.

ANNEXE 3

Notes bibliographiques

¹ L'indice de développement économique, qui cerne la réalité économique des régions, repose sur quatre composantes : la démographie, le marché du travail, le revenu ainsi que la scolarité (Ministère de l'Économie, 2018).

² Bulletin statistique régional - Outaouais, Institut de la statistique du Québec, édition 2017.

³ La santé de l'Outaouais sous surveillance, Info-Pop 07, numéro 16, décembre 2017, Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais.

⁴ Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017.

⁵ Bilan Faim Outaouais 2018.

⁶ Op. cit.

⁷ Bilan Faim Outaouais 2018.

⁸ Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017 citant : Blanchet & Rochette (2011). Sécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires. Montréal : Institut national de santé publique du Québec.^[1]^[2]

⁹ Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017.

¹⁰ Op. cit.

¹¹ Op. cit.

¹² Bilan Faim Outaouais 2018

¹³ La Presse, Taux de chômage criant chez les immigrants, particulièrement au Québec, 2 novembre 2012

¹⁴ Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017.

¹⁵ Rapport annuel de Moisson Outaouais 2017-2018.

¹⁶ L'alimentation des Premières Nations et des Inuits au Québec, Institut national de santé public, avril 2015.

¹⁷ Le point sur l'emploi des femmes au Québec, 7 mars 2017, Institut du Québec.

¹⁸ Avis les femmes contre la pauvreté en Outaouais, Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales, mars 2012.

¹⁹ La santé de l'Outaouais sous surveillance, Info-Pop 07, numéro 16, Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais, décembre 2017.

Et : Notions et actions en sécurité alimentaire : aide-mémoire, Catherine Plaziac et Marcella Kafka, Direction de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais, mai 2016.

²⁰ Op. cit.

²¹ Bilan Faim Outaouais 2018.

²² Op. cit.

²³ Pour un avenir en santé, Plan d'action régional de santé publique 2016-2020, Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais, 2016.

²⁴ Dossier noir, le logement et la pauvreté, chiffres et témoignages, Front d'action populaire en réaménagement urbain, septembre 2014.

²⁵ Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017.

²⁶ Notions et actions en sécurité alimentaire : aide-mémoire, Catherine Plaziac et Marcella Kafka, Direction de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais, mai 2016.

²⁷ Bilan Faim Outaouais 2018.

²⁸ Op. cit.

²⁹ Rapports annuels de Moisson Outaouais de 2016-2017 et de 2017-2018

³⁰ Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017.

³¹ Rapport annuel de Moisson Outaouais 2016-2017

³² Peut-on manger sainement sans détruire la planète ? La Presse, 20 janvier 2019.

³³ Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017.

DOCUMENTS CONSULTÉS
POUR RÉALISER LE PORTRAIT ANALYTIQUE
sur l'insécurité alimentaire en Outaouais

Avis les femmes contre la pauvreté en Outaouais, Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales, mars 2012.

Bilan-Faim Québec 2017 et 2018, Les Banques alimentaires du Québec.

Bilan-Faim Outaouais 2016, 2017 et 2018, Moisson Outaouais.

Bulletin statistique régional - Outaouais, Institut de la statistique du Québec, édition 2017.

Carte communautaire de la faim 2015-2017, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, juin 2017.

Dossier noir, le logement et la pauvreté, chiffres et témoignages, Front d'action populaire en réaménagement urbain, septembre 2014.

La santé de l'Outaouais sous surveillance, Info-Pop 07, numéro 16, décembre 2017, Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais.

La contribution des Moissons du Québec dans la réduction de l'insécurité alimentaire des ménages, par Solange Law Kwon, Jean Robitaille et Jean-Claude Dufour, Université Laval, Congrès des BAQ, mai 2014.

L'alimentation des Premières Nations et des Inuits au Québec, Institut national de santé public, avril 2015.

La pauvreté dans l'Outaouais : pas facile de manquer de revenu quand on vit dans une société qui pousse à la surconsommation, Recueil des propos exprimés par les citoyenNEs, membres des groupes communautaires, lors d'une consultation sur la pauvreté (Outaouais), Rapport de la consultation parallèle, Collectif régional de l'Outaouais pour un Québec sans pauvreté, février 2010.

Le point sur l'emploi des femmes au Québec, 7 mars 2017, Institut du Québec.

Le Québec mobilisé contre la pauvreté, Profil statistique régional, région de l'Outaouais, avril 2011.

L'insécurité alimentaire comme indicateur de vulnérabilité et de pauvreté, Proposition pour orienter la mise à jour de la politique d'habitation 2017-2021, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, 9 janvier 2017.

Notions et actions en sécurité alimentaire : aide-mémoire, Catherine Plaziac et Marcella Kafka, Direction de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais, mai 2016.

Outaouais, portrait régional, Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, été 2018.

Partage des connaissances sur les effets des interventions communautaires en sécurité alimentaire, Chaire Approches communautaires et inégalités de santé, Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal.

Pour un avenir en santé, Plan d'action régional de santé publique 2016-2020, Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais, 2016.

Rapports annuels 2016-2017 et 2017-2018 de la Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais.

Rapports annuels 2016-2017 et 2017-2018 de Moisson Outaouais.